

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Lavoie, Jean-Yves. *La gestion étrangère du développement de l'Afrique*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986, 216 p.

par Nabé-Vincent Coulibaly

Études internationales, vol. 18, n° 2, 1987, p. 450-451.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702182ar>

DOI: 10.7202/702182ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

voir l'importance jouée par l'aide étrangère dans ce contexte particulier: la relation entre les politiques industrielles et les objectifs politiques est évidente.

Gabrielle LACHANCE

*Institut québécois de
recherche sur la culture, Québec*

LAVOIE, Jean-Yves. *La gestion étrangère du développement de l'Afrique*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986, 216 p.

La question du développement de l'Afrique est un des thèmes les plus traités dans les travaux récents consacrés au continent. Après les bilans économiques, politiques, etc., il restait des sujets peu abordés: l'administration, la gestion du développement tant par les africains eux-mêmes que par les étrangers qui interviennent en Afrique à travers les divers mécanismes de la coopération internationale.

Le livre de Jean-Yves Lavoie vise à mieux faire connaître la nature et la logique des institutions africaines qui gèrent le développement, mais surtout à éclairer et améliorer la pratique des administrateurs étrangers qui travaillent dans les projets.

L'auteur commence par faire le point sur les concepts, les théories du développement et du sous-développement qui à son avis sont trop economicistes et oublient les autres éléments. Puis il décrit la place et le rôle des étrangers dans les institutions africaines (experts, coopérants, gestionnaires) en montrant les avantages et les inconvénients de leur présence.

La seconde partie du livre analyse les institutions africaines du point de vue de leurs faiblesses au niveau administratif, faiblesses que l'auteur attribue et aux valeurs traditionnelles africaines et aux habitudes héritées de la colonisation européenne. Les institutions africaines semblent fragiles dans leur capacité de gérer efficacement et empêtrées dans leurs modes de gestion.

La troisième partie aborde les problèmes que sont appelés à rencontrer et à vivre les gestionnaires étrangers en Afrique et les habiletés et attitudes qu'ils devront acquérir et développer pour rendre service et tirer profit de façon positive de leur expérience. Le problème le plus important pour l'auteur reste celui de la connaissance et de la compréhension des valeurs locales à un niveau qui permet de les apprécier et d'en tenir compte dans le travail.

La dernière partie est consacrée à l'inventaire des conditions dans lesquelles les étrangers peuvent aider à renforcer les institutions africaines afin qu'elles puissent gérer leur développement en fonction de leurs objectifs propres.

En conclusion l'auteur revient sur les qualités et les aptitudes que devraient avoir ou acquérir les administrateurs étrangers travaillant en Afrique: connaissance et acceptation des « manières locales », reconnaissance de la valeur des ressources locales en matière de gestion.

Malgré l'intérêt suscité par le thème général du livre, on en sort avec une impression ambiguë liée d'une part au fait que l'auteur hésite entre la méthode analytique et celle du journal personnel et d'autre part la difficulté qu'il semble éprouver à quitter le ton du discours officiel, surtout dans la conclusion, pp. 185-200.

Par ailleurs l'analyse des causes des problèmes décrits est éparpillée et souvent allusive d'où une impression de contradiction (pp. 159-SS3 et 160-SS3). La partie théorique du début n'apporte rien de nouveau comme le montre du reste les sources utilisées par l'auteur.

La force de l'ouvrage et son intérêt marqué reste au niveau du thème général qui aborde non seulement les faiblesses des institutions de gestion du développement et des élites africaines, mais en montre les forces et les conditions pour améliorer leur gestion du développement. L'analyse des rôles, attitudes des administrateurs étrangers en Afrique est

un thème presque tabou que l'auteur a su mettre dans le débat sur le développement et qui intéressera et les cadres africains et ceux des pays qui interviennent sur le continent. Le mérite de l'auteur est d'avoir tenté de dépasser les récriminations en aparté d'un côté comme de l'autre pour ouvrir le dialogue sur une question qui reste délicate, mais qu'on ne peut éviter si on veut arriver à une collaboration positive.

Au-delà de ces aspects économiques, politiques, etc., le développement implique un aspect humain (histoire, culture, valeurs fondamentales) que l'on commence seulement à prendre en compte dans les analyses et les plans d'action. Dans le cas de l'Afrique ces aspects ont toujours été plus ou moins considérés comme des obstacles, ou des atavismes quasi monstrueux qui empêchent le développement. Une telle attitude ni militait pas en faveur d'une connaissance et d'un respect de ces éléments, pire elle renforçait des conceptions non critiques des théories et des modèles de développement élaborés en Occident. D'où les frustrations et les blocages dans la collaboration entre Africains et étrangers, surtout au niveau des cadres et des élites africaines.

Ce livre permet d'ouvrir le débat, de faire réaliser aux uns et aux autres leurs forces et leurs limites.

Nabé-Vincent COULIBALY

*Département d'histoire
Université du Québec à Montréal*

MAURER, Jean-Luc. *Modernisation agricole, développement économique et changement social: Le riz, la terre et l'homme à Java*. Paris, Presses Universitaires de France, 1986, 323 p.

Voici une oeuvre d'autant plus remarquable que les travaux de grande qualité concernant le sud-est asiatique et publiés en langue française sont relativement rares. Or le livre de Maurer est de grande qualité. Il est l'aboutissement d'une recherche de terrain très approfondie, réalisée auprès de communautés

rurales javanaises au début des années soixante-dix, et d'un travail de réflexion tout aussi élaboré.

Car l'auteur ne fait pas que rendre compte de son étude de la modernisation agricole dans quatre villages du centre de l'île de Java. Il présente également un panorama de la situation de l'agriculture dans cette île surpeuplée de l'Indonésie et, plus largement encore, de la situation politique, économique et sociale de ce pays dont la population atteindra bientôt 170 millions de personnes. Ainsi, à travers l'étonnante richesse de la culture javanaise et l'extrême complexité des diverses aventures politiques et socio-économiques traversées par l'Indonésie depuis 1945, Maurer dégage quelques-uns des éléments qu'il est essentiel de connaître pour poursuivre une étude agraire à Java, cette île de plus de 100 millions d'habitants. La première partie du livre contient donc de brèves synthèses concernant l'état de l'agriculture au début des années soixante et les diverses formes d'intervention étatique dans ce domaine, à commencer par la Loi Agraire de 1960. Son application d'abord timide, puis plus conséquente à compter de 1963 allait contribuer à précipiter les événements de 1965, c'est-à-dire le coup d'État militaire du 30 septembre. Les nouveaux dirigeants de l'Indonésie, plutôt que de s'appuyer sur une « réforme agraire », vont encourager l'intensification de la riziculture: la révolution verte, façon indonésienne, va traverser plusieurs étapes, à commencer par le programme INMAS établi en 1967. Après bien des avatars, la variante BIMAS sera liée au succès des récoltes en 1971.

Après avoir résumé cette histoire bien connue, mais dont l'évocation s'avérait nécessaire à son étude, Maurer présente un survol des études rurales indonésiennes, de Stamford Raffles à Clifford Geertz. L'on sait jusqu'à quel point *The History of Java* publié par le grand administrateur colonial britannique en 1817, est une oeuvre de référence importante. L'on sait aussi combien la théorie de « l'involution agricole », développée par l'anthropologue Geertz et rendue célèbre par la publication, en 1963, d'un ouvrage portant justement ce titre, a marqué les études indonésiennes.